

Source « Paradis fiscaux et judiciaires »- Madagascar : L'évasion fiscale bat son plein, Meyya Furaha / 09/03/2012

A Madagascar, les déclarations fiscales représentent la principale infraction du blanchiment d'argent. En effet **82%** des sociétés formelles à Madagascar usent de ce stratagème pour échapper au fisc. Des sociétés malgaches tout comme étrangères ne donnent pas de chiffre dans leur déclaration fiscale et **procèdent aux échanges commerciaux avec du cash** au lieu de la domiciliation bancaire. Chose qui rend difficile, voire impossible le retraçage de l'argent. **Les sociétés minières ne sont pas du reste. Beaucoup d'entre elles ne possèdent même pas de compte en banque, suscitant ainsi des questions sur l'origine de l'argent**

Afrique 7

Madagascar : L'évasion fiscale bat son plein

mars 9, 2012 - [Economie](#) - Tagged: [évasion fiscale](#), [Madagascar](#) - [1 comment](#)

A Madagascar, les déclarations fiscales représentent la principale infraction du blanchiment d'argent. En effet 82% des sociétés formelles à Madagascar usent de ce stratagème pour échapper au fisc. Des sociétés malgaches tout comme étrangères ne donnent pas de chiffre dans leur déclaration fiscale et procèdent aux échanges commerciaux avec du cash au lieu de la domiciliation bancaire. Chose qui rend difficile, voire impossible le retraçage de l'argent. Les sociétés minières ne sont pas du reste. Beaucoup d'entre elles ne possèdent même pas de compte en banque, suscitant ainsi des questions sur l'origine de l'argent. Face à cette situation, le gouvernement malgache se pose la question de savoir si l'autorité fiscale n'est pas à mesure de détecter des opérations suspectes. Pourtant le pays a passé trois années à former des fonctionnaires de ce secteur. En outre, la part des recettes fiscales dans les recettes globales n'a jamais dépassé le seuil des 13%. Il n'y a pas lieu de faire une comparaison avec les pays développés pour affirmer que ce taux est très faible puisque au sein des pays les plus pauvres du monde, le taux le plus bas est de l'ordre de 20%. Cette situation est plus que paradoxale dans la mesure où les recettes fiscales constituent pour l'Etat un instrument essentiel et privilégié pour assurer ses missions de services publics. Le gouvernement soupçonne par ailleurs certaines autorités du fisc et les responsables bancaires d'être de mèche avec les entreprises frauduleuses.

Si cette complicité est prouvée, elle peut être pénalisée par la loi et entraîner la fermeture de l'établissement bancaire incriminé. Les autorités malgaches ont en outre souligné que face à cette fuite des capitaux, ils feront de leur mieux pour appliquer cette loi.